

LES CAHIERS23

SEPT # 2026

D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C | STRATÉGIES POUR LA RÉVOLUTION

POUR SORTIR LES FASCISTES...



**FAISONS ENTRER
NOTRE CLASSE !**

FAISONS ENTRER NOTRE CLASSE POUR SORTIR LES FASCISTES !

L'été et la rentrée de l'année dernière avaient été marqués par un mouvement de classe qui s'était construit par en bas contre le budget de guerre, le racisme, le fascisme, le génocide à Gaza et qui avait fait tomber le gouvernement Bayrou en dépit de directions syndicales et d'une partie de la gauche qui avaient tout fait dans les mois qui avaient précédé pour ne pas en arriver là : la participation aux conclaves sur les retraites au printemps 2025 est une des nombreuses illustrations de cette stratégie.

Le mouvement Bloquons-tout n'a pas perduré en tant que tel au-delà de la destitution de Bayrou. Ce n'était pas faute de combativité, mais plutôt par manque de perspectives et de revendications une fois Bayrou délogé ! La défaite dans la victoire.

Cette rentrée s'annonce tout aussi mouvementée avec la mise en mouvement de nombreux fronts et l'appel à la grève dans plusieurs secteurs : Mobilisation féministe du 7 septembre contre les violences sexistes et sexuelles, grèves de la santé le 15, manifestations antiracistes contre la loi « permis de tuer » le 20 septembre, mobilisations écologiques et des pompiers le 26, grève de la fonction publique le 29...

Comme le mouvement Bloquons-Tout était une expression des enseignements que notre classe tirait des expériences précédentes - notamment sur la période de 2023 avec le mouvement contre la réforme des retraites, le combat contre la loi Darmanin et les révoltes à la suite du meurtre de Nahel par la police - le mouvement de septembre 2026 continue à illustrer la combativité de notre classe. C'est dans cette mise en action et à travers les bilans qui en sont faits que peuvent s'accumuler les expériences qui renforcent notre capacité collective à agir.

Il faut donc construire chacune de ces dates, argumenter pour que les mobilisations ne soient pas juste un moyen de pression dans le contexte d'élections mais plutôt pousser pour que les discussions tournent autour de la question de comment continuer et amplifier, comment élargir la base de celles et ceux qui organisent ces mobilisations et leurs suites.

L'unité doit se construire à travers le mouvement antifasciste et antiraciste

C'est dans ce contexte que les mobilisations antifascistes qui s'annoncent contre le congrès du RN et le meeting de lancement de campagne de Le Pen à Orléans le weekend du 24 et 25 octobre sont déterminantes pour les mois à venir. Le danger avec le RN, ça n'est pas juste leur éventuelle victoire aux prochaines élections présidentielles et législatives. Le véritable danger, c'est le fascisme. Les empêcher de faire campagne est une nécessité pour empêcher le fascisme de progresser. Partout où le RN et Reconquête seront en capacité d'organiser des meetings, de coller des affiches, de diffuser des tracts, d'assurer une présence dans un quartier, un marché, une ville, un village, la capacité de notre

classe à s'organiser dans ces endroits sera amoindrie et les racistes et les fascistes prendront la confiance et s'organiseront. La vague de violences racistes et les groupes fascistes dans les rues dans les semaines qui ont précédé les élections législatives de 2024 qui étaient promises au RN sont l'illustration que le danger n'attend pas les élections.

Les suites du mouvement de septembre, pour chacun des fronts qui s'y engagent, pour l'ensemble de notre classe se jouent dans notre capacité à construire l'unité dans l'action la plus large pour confronter et isoler les fascistes à Orléans. C'est pour cela qu'il est déterminant qu'on soit le plus nombreuses et nombreux possibles dans la rue à Orléans contre le RN et qu'il y ait le plus possible de villes et villages qui organisent des déplacements pour en être.

Le RN cherchera à faire une démonstration de force pour galvaniser ses troupes et prouver à la bourgeoisie qu'il a la capacité de prendre les rênes du pays. L'enjeu est d'autant plus grand qu'en tant que premier meeting, ce qu'il suscitera (enthousiasme ou déception ?) jettera les bases de la campagne à venir. La riposte s'organise localement et de nombreuses organisations (CGT, Marche des Solidarités, collectifs antifascistes) appellent à la renforcer et à en faire une riposte nationale. Que la démonstration de force soit de notre côté ! Soyons les plus nombreux et nombreuses possible à construire la mobilisation nationalement. Cette dynamique sera le marchepied pour la construction de campagnes locales antifascistes pour que nulle part ailleurs les fascistes ne se sentent en confiance de s'afficher. Elle nous donnera la confiance nécessaire à agir partout jusqu'aux élections.

L'audience pour ce mouvement antifasciste et antiraciste existe donc et les forces pour continuer à le construire sont là. Ces derniers mois, des milliers de personnes se sont engagées dans toute la France pour construire des mobilisations contre les fascistes (par exemple contre le défilé néonazi du C9M, contre les apparitions du RN et de Reconquête pendant les municipales et jusque pendant les vacances des fascistes cet été), ou contre les politiques racistes, pour le droit au logement de toutes et tous, pour la régularisation des sans-papiers, etc. Ces réseaux antiracistes et antifascistes existants doivent être renforcés, de nouveaux doivent essaimer...



Au festival Rock en Seine à Paris en août

Et les élections ? Votons LFI, mais surtout organisons-nous pour lutter dès maintenant.

Mélenchon est désormais donné au second tour. La politique de la FI, qui décide depuis les échecs répétés des unions de la gauche de jouer la carte de la polarisation – contrairement au reste de la gauche, directions syndicales comprises, qui aspire à lisser les contradictions sociales (rappelons-nous la canalisation de Bloquons-Tout) – porte ses fruits.

Ainsi notre classe, et en particulier la jeunesse, est largement galvanisée par la candidature Mélenchon. Des dizaines de milliers de jeunes voient en la victoire de la FI un débouché pour leurs aspirations politiques, contre les inégalités, contre le racisme, le sexisme, pour l'écologie etc. Cet enthousiasme est largement démontré par la participation et la ferveur rencontrées aux rassemblements FI de ces derniers mois : meeting à Saint-Denis, concert de la fête de la musique à Paris, universités d'été... Ce qui apparaît possible avec la FI, c'est non seulement de gagner contre les fascistes mais aussi contre l'ensemble des politiques racistes, néolibérales, qui les ont renforcés ces dernières années.

La FI a besoin des luttes pour gagner. Elle sait que c'est la combativité dont fera preuve notre classe ces prochains mois qui fera la différence dans les urnes en avril. La manifestation contre le racisme et l'extrême-droite du 21 juin initiée par Bally Bagayoko dans une perspective unitaire - s'efforçant de rassembler largement les autres organisations de gauche autour de cette date - est une démonstration de ce qui pourrait être la démarche insoumise ces prochains mois.

À ce titre, ces prochains mois les révolutionnaires ne doivent certainement pas céder au sectarisme vis-à-vis de la France Insoumise, comme il en a été lors de la manifestation parisienne du 21 juin contre le racisme et l'extrême-droite, boudée par les organisations de gauche radicale ! Au contraire, l'engouement de la jeunesse donné plus haut doit nous réjouir et il nous impose. Personne ne se bat pour perdre : cet engouement est un moteur pour

l'action ! Aux révolutionnaires d'être de toutes les expériences que mènera cette frange de notre classe. Expérience électorale... incluse. Il faut voter LFI aux présidentielles.

Se séparer pour unir la classe dans la lutte

Ne pas attendre les élections, penser et construire l'unité, argumenter pour que nos cadres de luttes s'ouvrent et s'adressent à notre classe dans son ensemble, faire de la politique à partir de nos lieux de travail et d'études, avec la conviction que chaque nouvelle initiative par en bas renforce la capacité d'agir de nous toutes et tous... Ces conceptions ne naissent pas toutes faites dans la tête des exploités et des opprimés ! On peut au contraire préférer tempérer nos luttes pour garantir une victoire électorale, séparer les champs du social et du politique – « la grève c'est pour les salaires, pas contre le racisme ! » – et penser la transformation par en haut – « la rue, d'accord, mais le débouché c'est l'assemblée ! ». La lutte des classes c'est aussi mener des batailles à l'intérieur de notre camp. Pour les gagner, formuler des analyses et proposer des stratégies dans le mouvement, synthétiser les leçons qu'on tire de nos luttes... les révolutionnaires doivent construire des organisations où ils et elles se rassemblent pour mieux intervenir dans la classe et mener les combats pour défendre une certaine stratégie. Les prochains mois seront intenses et nous ne pouvons pas faire l'économie de débats, pour toutes celles et ceux qui veulent triompher sur l'exploitation et l'oppression. C'est à ce titre que Les Cahiers d'A2C paraîtront désormais une fois par mois, et que nous ouvrons une rubrique « courriers des lecteur·ices ». Cette revue vous plaît ? Vous souhaitez répondre à un article ? Vous abonner, vous ou un·e proche ? Participer à une réunion pour débattre ou vous-même organiser une réunion publique autour d'un article ? Écrivez-nous !

A2C

FACE AU DANGER FASCISTE : QUELLE UNITÉ POUR NOTRE CLASSE ?

Le danger fasciste a rarement été aussi important en France. Mais les mobilisations antifascistes se multiplient aussi. Comment gagner ?

Deux réponses reviennent régulièrement. La première mise principalement sur les élections : empêcher le RN d'accéder au pouvoir passerait d'abord par une victoire de la gauche. La seconde part d'un constat juste – le fascisme se développe sur le terrain d'un capitalisme en crise – mais en tire parfois une conclusion qui pousse au sectarisme : puisque les organisations réformistes ne veulent pas renverser le capitalisme, il serait incohérent de lutter avec elles contre les fascistes.

Ces deux stratégies sont insuffisantes. Mais invoquer le « front unique antifasciste » ne résout rien : avec qui faire front, pour faire quoi, et que reste-t-il d'applicable de la stratégie élaborée par Trotsky ?

Le fascisme ne se réduit pas aux élections. Une victoire du RN représenterait un changement majeur du rapport de force, mais le danger fasciste se construit hors du cadre électoral : lorsque les organisations fascistes gagnent en confiance, occupent la rue... Lorsqu'ils se construisent en force capable d'écraser notre capacité à lutter.

Gagner une élection peut faire gagner du temps. Mais une victoire électorale ne détruit pas les forces fascistes. L'expérience du NFP en 2024 est éclairante : la mobilisation a empêché le RN d'obtenir la majorité à l'Assemblée, sans inverser un rapport de force construit depuis des années.

Seul un rapport de force dans la rue permet de marginaliser et défaire ces forces fascistes. À ce titre conclure que nous ne pouvons lutter qu'avec celles et ceux qui partagent déjà une analyse révolutionnaire nous condamnerait à l'impuissance. La majorité de notre classe n'est pas révolutionnaire. Beaucoup se reconnaissent dans des organisations réformistes, syndicales ou associatives, ou ne sont organisées nulle part.

Comme le disait Clara Zetkin en 1923, « le fascisme ne se demande pas si l'ouvrier a une âme peinte aux couleurs de la République bourgeoise ou du drapeau rouge à la faucille et au marteau. Il lui suffit d'avoir devant lui un prolétaire conscient, et il l'abat ».

Les révolutionnaires doivent tenir ensemble deux nécessités : construire l'unité la plus large possible de toute notre classe contre les fascistes et conserver leur indépendance politique. C'est le problème auquel répond la stratégie du front unique.

Le front unique dans les années 30 : marcher séparément, frapper ensemble

Au début des années 1930, l'Allemagne possède un mouvement ouvrier extrêmement puissant. Pourtant, face à la progression nazie, communistes et sociaux-démocrates restent profondément divisés. La direction communiste traite les sociaux-démocrates de « sociaux-fascistes » et refuse une riposte commune ; la social-démocratie mise sur les institutions pour contenir Hitler. Trotsky combat ces deux orientations. Le fascisme n'est pas simplement pour lui un gouvernement bourgeois plus

autoritaire : c'est un mouvement réactionnaire de masse capable, arrivé au pouvoir, de détruire les organisations qui permettent à notre classe de résister.

Il faut donc agir dans l'ordre. Comprendre que le fascisme pousse sur le terrain du capitalisme ne signifie pas combattre indistinctement tous nos adversaires au même moment. Il faut empêcher les fascistes de détruire les capacités d'organisation de notre classe, tout en construisant la force capable de renverser le système qui les produit. D'où sa proposition : agir ensemble (avec les réformistes) contre les fascistes sans renoncer à combattre politiquement le réformisme.

Le front unique ne doit donc pas être compris d'abord comme une coalition entre organisations. Il cherche à mettre en mouvement ensemble les bases militantes réformistes et révolutionnaires autour d'objectifs déterminés. L'accord entre appareils n'est donc jamais une fin en soi. L'enjeu est une unité d'action temporaire visant à détruire les possibilités d'organisation des fachos, tout en maintenant nos boussoles politiques.

En France en 1934, après la manifestation des ligues fascistes du 6 février, une immense riposte se développe. Le 12 février, les cortèges communistes et socialistes se rejoignent et des milliers de comités antifascistes apparaissent. À ce moment, l'unité de la CGT (dominée par les socialistes) et de la CGT-U (dominée par les communistes) est largement imposée par les bases elles-mêmes. Cette unité mènera aux grands mouvements de grève de 1936.

L'unité jusqu'où : penser la classe

Cette méthode doit éviter deux écueils : le radicalisme hors-sol, qui propose l'unité sur des bases tellement radicales que seul-es les convaincu-es peuvent la rejoindre ; et la dilution dans le front unique, qui fait de l'alliance un but en soi jusqu'à abandonner sa propre stratégie.

C'est ici qu'il faut distinguer front unique et front populaire. Le premier met en mouvement différentes fractions de notre classe autour d'objectifs déterminés. Le second élargit l'alliance politique à des forces représentant une partie de la bourgeoisie au nom de la défense de la démocratie. Dans un cas, nous unifions notre classe dans l'action ; dans l'autre, nous risquons de la subordonner au maintien d'une coalition avec des forces aux intérêts opposés.

Pour le front unique, « Être le plus nombreux possible » ne constitue donc pas une stratégie. Il faut toujours se demander : avec qui faisons-nous front ? Sur quels objectifs ? Pour quelles actions ? Jusqu'où va cette alliance ?

La question se pose d'abord pour LFI, organisation réformiste dont nous critiquons la stratégie institutionnelle. Mais elle représente une fraction importante de notre classe et participe aux mobilisations contre l'extrême droite. Refuser par principe d'agir avec cette organisation contre les fascistes n'aurait aucun sens.

Le cas du PS est plus complexe. S'il n'est plus un parti ouvrier depuis longtemps, une certaine fraction de la classe travailleuse se tourne encore vers lui. Proposer une action commune ponctuelle à cette frange sur des bases antiracistes claires ne signifie ni effacer notre critique de la politique du parti, ni construire avec lui une alternative gouvernementale. Notre camp ne peut plus faire l'économie de cette question dans certaines villes ou campagnes où l'organisation des fachos progresse face à une résistance insuffisante. À tout le moins, quand les fascistes, les vrais, se mettent à pulluler à chaque coin de rue, nous ne pouvons plus nous permettre de prioriser l'attaque des socialistes au risque de diviser nos forces comme ce fut le cas lors de la manifestation antifasciste à Lorient le 2 mars 2025.1

Le front unique ne sert pas seulement à additionner des forces : les idées changent dans les luttes. L'expérience de la force collective, d'une victoire ou des hésitations des directions peut transformer la conscience de ce qui est possible.

Nous cherchons donc l'unité avec les réformistes parce que des millions de travailleur-euses continuent à leur faire confiance. Pour les convaincre d'une autre stratégie, nous devons faire avec elleux l'expérience de notre propre puissance collective par la lutte car c'est elle qui peut modifier notre conscience de classe et transformer la classe ouvrière elle-même : « l'émancipation des travailleur-euses sera l'œuvre des travailleur-euses eux et elles-mêmes ». Le rôle des révolutionnaires n'est ni de se dissoudre ni d'exiger que tout le

Nous cherchons l'unité avec les réformistes parce que des millions de travailleur-euses continuent à leur faire confiance

monde adopte leur programme, mais d'agir ensemble tout en défendant l'auto-organisation et une stratégie révolutionnaire. Le front unique peut ainsi devenir le terrain où se confrontent concrètement réformisme et révolution.

Front unique ou « bloc subalterne » ?

Le sociologue Ugo Palheta défend une perspective un peu différente. En reprenant notamment le Poulantzas de la fin des années 1970, son « bloc subalterne » cherche à unifier durablement classes populaires, groupes opprimés, mouvements sociaux, syndicats et forces politiques de gauche pour construire une alternative au bloc réactionnaire, en articulant mobilisations par en bas et bataille institutionnelle dans l'Etat.

Comme lui, nous identifions la nécessité d'un front contre le RN mais notre désaccord porte sur la fonction de l'unité face à lui. Pour nous, ce front unique n'a pas vocation à devenir une alternative politique commune : il permet à des courants aux stratégies incompatibles de frapper ensemble contre un ennemi déterminé. Le NFP de 2024 éclaire cette différence. Nous pouvions nous mobiliser pour empêcher une victoire du RN sans considérer cette coalition électorale comme l'embryon d'un bloc politique à consolider. Transformer l'unité antifasciste en projet politique durable risque de subordonner les révolutionnaires à une stratégie réformiste et institutionnelle. L'enjeu est d'unifier notre classe dans l'action, tout en y construisant une alternative révolutionnaire indépendante.

Agir ensemble contre une manifestation fasciste ne signifie donc pas construire un programme politique commun. Quand, au nom du barrage contre l'extrême droite, l'unité conduit à soutenir des cadres bourgeois responsables de politiques racistes, autoritaires ou antisociales comme Darmanin ou Borne dont les bases militantes n'ont rien à voir avec notre classe,2 nous changeons de logique : ce n'est pas une extension du front unique, mais une alliance d'une autre nature.

Pas de modèle à reproduire : construire l'antifascisme dont nous avons besoin

Nous ne sommes ni dans l'Allemagne de 1932 ni dans la France de 1934. Le mouvement ouvrier est beaucoup moins organisé ; le RN ne dispose pas d'un mouvement de rue comparable aux SA ; beaucoup de celles et ceux qui pourraient se mobiliser ne sont membres d'aucune organisation.

La question n'est donc pas : comment reproduire le front unique de Trotsky ? Mais quelles formes d'unité permettent aujourd'hui de mettre en mouvement notre classe et d'empêcher les fascistes de développer leurs capacités d'organisation ? L'exemple de l'assemblée marseillaise antifasciste lors des municipales de 2026 et des comités de

quartier organisés dès 2024 peuvent être un début de réponse antifasciste populaire qui doit être élargie, notamment aux forces syndicales. Ouverts et ancrés dans un quartier, ils peuvent réunir personnes organisées ou non, révolutionnaires, syndicalistes, associatif-ves et réformistes autour d'objectifs concrets : empêcher une implantation fasciste, réagir à une attaque, organiser une contre-manifestation ou combattre une campagne raciste. L'exemple de la grève épaulée par une large mobilisation dans la rue contre la Nuit du Bien Commun à Aix-en-Provence en 2025 est un parfait exemple de ce que notre classe peut inventer pour créer des fronts uniques victorieux même sur des terres fascistes.

L'expérience britannique récente permet de rendre cette méthode concrète à une échelle nationale. Les révolutionnaires du Socialist Workers Party (SWP) ont contribué à construire Stand Up to Racism, un front plus large regroupant notamment syndicats et militant-es réformistes qui participe lui-même à des coalitions encore plus larges comme la Together Alliance avec ONG et associations institutionnelles. Les camarades britanniques décrivent cette articulation comme des rouages : l'organisation révolutionnaire contribue à faire tourner un front radical, qui peut lui-même entraîner une alliance de masse. Chacun conserve son indépendance et ses mots d'ordre. L'intérêt n'est pas d'importer ce modèle,

mais de montrer qu'on peut chercher l'unité la plus large dans l'action sans dissoudre l'organisation révolutionnaire.

Notre objectif n'est donc pas de proclamer abstraitement « le front unique antifasciste ». Nous devons chercher les formes d'unité par en bas qui puissent assumer la lutte spécifique contre

les fascistes tout en élargissant les mobilisations contre le racisme car elles renforcent l'autonomie de

Nous devons chercher les formes d'unité par en bas qui puissent assumer la lutte spécifique contre les fascistes tout en élargissant les mobilisations contre le racisme car elles renforcent l'autonomie de notre classe

notre classe. C'est notamment ce que nous tentons de faire à Marseille en initiant un nouveau front antiraciste sur les bases stratégiques claires de la Marche des Solidarités avec un lien organique permanent avec l'assemblée antifasciste locale et les comités de quartier.

L'histoire nous donne des outils, pas une recette. La force capable de vaincre le fascisme existe déjà : ce sont les millions de personnes qui travaillent, subissent l'exploitation et le racisme et font tourner cette société. Notre problème est de les organiser et les mobiliser à la hauteur du danger. Construire cette puissance collective doit être au centre de notre stratégie antifasciste.

GABIN, MARSEILLE

1 - Lire « Après la manif régionale de Lorient, il nous

faut une stratégie antifasciste ! » sur notre site

2 - En 2024, des candidats NFP se sont désistés au

second tour des législatives en faveur des candidatures de

Borne et Darmanin contre des candidatures RN



Londres, 28 mars 2026 — Manifestation « Together Against the Far Right »



Affiches collées dans un quartier

MOBILISATION CONTRE LES FASCISTES DU C9M À PARIS : BILAN D'UN SUCCÈS !

Entretien avec Oshka et Rach, militantes du collectif antifasciste de Paris 20e et membres d'A2C, pour un petit retour d'expérience qui donne de la force pour les mobilisations antifascistes à venir, notamment contre le congrès et le lancement de campagne du RN à Orléans.

Pourquoi avoir insisté pour organiser une contre-manifestation ?

Oshka : D'abord, par nécessité. Le fascisme se renforce par ce type de défilés, qui se veulent une démonstration de leur force, une mise en scène de leur violence, d'un idéal de retour à un ordre fantasmé. Ensuite, nous, on a la volonté de systématiquement empêcher les mouvements fascistes de se développer, de leur reprendre la rue, de casser leur confiance et de les radiaboliser. Et on se disait enfin qu'on pouvait le faire, parce qu'on est la majorité à être antiracistes et antifascistes, et que l'antifascisme de masse sera un antifascisme victorieux. Donc, si on a cette analyse-là, la contre-manifestation, c'est la forme d'action qui s'impose.

Comment expliquez-vous le changement de position des organisations, en faveur d'une manifestation contrairement à l'an dernier ? (1)

Rach : Cette fois, pour organiser la manifestation, il y a eu un cadre unitaire qui s'est formé, et à l'exception de la CGT, la plupart des organisations de notre camp nous ont rejoints. Je pense qu'une des raisons est que ça avait été fait l'année dernière, et que ça a marché. Même si la manifestation de l'année dernière, organisée par le collectif antifasciste du XXème, a été interdite, on a quand même réussi

à être autour de 500 personnes à Montparnasse. Du coup, il n'y avait plus l'excuse de « c'est pas possible » ou « c'est trop dangereux ».

Oshka : Cette année, on s'est dit qu'on voulait à nouveau rassembler le plus largement possible, donc on est retourné-es discuter avec les organisations qui avaient fait le village l'année dernière pour leur proposer une unité d'action. Et en plus de ce qu'a dit Rach, je pense qu'il y avait le contexte, avec la mort de Deranque en février. L'antifascisme a été à la fois extrêmement attaqué, et en même temps, il s'est mis à riposter de manière assez forte. Ça s'est vu dans les manifestations du 8 mars, du 14 mars, du 28 mars. Les orgas étaient poussées par la période à être plus offensives.

Qu'est-ce qui selon vous a été déterminant pour pouvoir réussir ?

Rach : Faire une mobilisation de nombre par le bas, par les militant-es de base, par tout le monde, et donc s'organiser de manière ouverte, ce qui diffère de l'antifascisme dominant en France en ce moment. On s'est donc organisé-es sous forme d'assemblées générales (AG) publiques. Ensuite, mettre l'antiracisme au centre de cette mobilisation, c'est pour ça qu'on a voulu que cette mobilisation soit portée par les collectifs de sans-papiers et la Marche des Solidarités (MDS). Enfin : passer par

Port-Royal, parce que c'était un endroit où les fascistes passaient. C'était cohérent pour nous avec le fait de reprendre la rue.

Est-ce que ces propositions stratégiques ont fait débat ?

Oshka : Je pense que l'obstacle le plus important a été le manque de confiance dans notre possibilité de gagner. Il y avait des gens qui, jusqu'au bout, étaient persuadés qu'on ne serait pas capables de mener à bien cette mobilisation. Donc, l'argument sur lequel on a dû le plus insister, c'est qu'on est capables de créer un rapport de force face à la Préfecture, à l'État, et de faire en sorte d'être plus nombreux-ses et plus fort-es que les nazis.

Rach : Il y avait aussi quelques réticences sur la sécurité, sur le principe de faire des AG ouvertes. Il y des gens qui trouvaient ça dangereux de faire une manifestation, avec l'idée que « on va se confronter aux fascistes et on va se taper ». Mais ça a été assez minime et on a pu convaincre assez rapidement en argumentant que c'est par notre nombre qu'on allait gagner.

Oshka : Il faut préciser que notre antifascisme ne se repose pas sur la Préfecture ou l'État pour nous protéger des fascistes. On sait très bien que ce n'est pas l'État qui va éloigner le danger fasciste et que c'est notre camp et son organisation qui sont capables de vaincre les fachos. La mobilisation n'a jamais eu l'objectif de déléguer notre pouvoir à l'État en lui demandant d'interdire les nazis. C'est parce que notre campagne a été forte qu'on l'a forcé à se positionner et à interdire le défilé.

Qu'est-ce qui a été fait concrètement pour mobiliser ?

Oshka : On a lancé une première AG publique un mois avant le 9 mai, qu'on a massivement relayée et à laquelle on a invité des collectifs locaux d'Ile-de-France. Environ 200 personnes sont venues, et on a incité les gens à s'organiser par quartier et à organiser à leur tour des AG locales, en mettant du matériel à disposition. Ça a vraiment super bien fonctionné, il y a eu des AG à Paris dans le 18e, le 19e et le 11e - le 19e et le 11e se sont, depuis, créés en collectif antifasciste local ! - mais aussi, dans plusieurs villes d'Ile-de-France, Gentilly, Suresnes, les Lilas, Aubervilliers, Montrouge etc.

Comment avez-vous combiné les relations entre orgas et ces AG ?

Oshka : On a exposé au cadre unitaire notre volonté de construire par en bas, avec des AG publiques qui seraient rejoignables par toutes. Les orgas ne nous ont pas empêché-es de le faire, mais elles n'y ont absolument pas pris part. On les a invitées à chaque AG, parfois des militant-es sont venus, mais ni ce cadre en tant que tel ni aucune de ses organisations n'ont jamais pris la parole. Je pense que c'est - en tout cas pour les grosses organisations - parce qu'elles ne croient pas en la possibilité de construire par en bas. Et aussi, pour les plus ancrées dans la politique institutionnelle, une peur de se faire dépasser. À

part la MDS et Urgence Palestine, les autres ont plutôt tendance à construire des dates entre chefs d'organisations, mais très peu à mobiliser leurs membres et encore moins à aller chercher au-delà de leur propre organisation.

Rach : Je pense que pour les groupes antifascistes, il y a aussi la question de la sécurité car ils sont très réticent-es vis-à-vis du fait qu'on s'organise toujours de manière ouverte. Donc, ce n'est pas la même stratégie non plus.

Est-ce que ces différences de stratégie ont eu des répercussions sur la mobilisation contre le C9M ?

Oshka : Pendant la mobilisation, si on avait toutes fait un travail de mobilisation par en bas, je pense qu'on aurait pu être encore plus fort-es que l'on a été. Et au moment où la manifestation a été interdite par la Préfecture, on s'est rendu compte qu'une grosse partie des organisations, par réflexe un peu institutionnel, avait décidé qu'il n'y aurait rien, même dans le cas où la manifestation des nazis, elle, était autorisée. De l'autre côté, on a eu les organisations qui font un antifascisme de confrontation minoritaire qui ont appelé à une action, où il était nécessaire d'être initié-e dans certaines boucles pour être au courant et pouvoir participer. Donc, il n'y a eu que la MDS et les collectifs locaux qui étaient non seulement pour ne pas attendre l'autorisation de l'État pour agir contre les fachos, mais aussi pour maintenir quoi qu'il arrive en gardant des cadres ouverts, larges et rejoignables.

Rach : Nous on pense que c'est par le nombre qu'on va gagner. Et en mobilisant par en bas, on gagne également de la confiance, alors que d'autres, du fait de leur vision de l'antifascisme, avaient moins la confiance de se dire qu'en cas d'interdiction, ils appelleraient quand même à quelque chose. Dans le cadre des discussions, on a pu voir nos différentes lectures du fascisme. Par exemple, il y avait des personnes qui disaient que l'État est déjà fasciste, donc il n'allait jamais nous autoriser, alors que les fascistes, eux, allaient forcément l'être. Avoir une analyse de l'État qui est déjà fasciste, de la fascisation, amène à penser que c'est impossible d'imposer un rapport de force à l'État. Alors que nous, du fait de notre lecture du danger fasciste, on pensait que c'est possible d'imposer un rapport de force, ce qui a été fait et qui a marché.

Oshka : Ça montre qu'on peut gagner, que quand on se mobilise par en bas, toutes ensemble, on gagne des trucs qui paraissent inatteignables quelques mois auparavant. C'est une bonne leçon pour 2027.

PROPOS RECUEILLIS PAR VANINA GIUDICELLI (PARIS 20E)

1 - Lire le retour sur la mobilisation de l'an passé : « Manifestation du 10 mai : quel bilan pour les stratégies antifascistes ? » par Lou (Marseille), et Emil (Paris 20), sur le site d'A2C.



À la manifestation du 1er mai à Paris

BLACK LIVES MATTER : LE RENOUVEAU DE
LA RÉVOLTE NOIRE AMÉRICAINEQUAND LES
« PREMIERS CONCERNÉS »
SONT DES DEUX CÔTÉS DE
LA BARRICADE

Keeanga-Yamahtta Taylor pose une question simple : comment le plus grand soulèvement antiraciste depuis le mouvement des droits civiques a-t-il pu émerger sous la présidence d'Obama ? Cette question peut sembler risible aujourd'hui, au milieu du second mandat Trump.

Mais ce serait sous-estimer à quel point la victoire électorale d'Obama en 2008, cinq ans avant Black Lives Matter, fut le point culminant de l'illusion d'une Amérique « post-raciale », enfin prête à expier son péché originel.

Pour répondre à la question, Taylor explore l'histoire du racisme aux Etats-Unis et ses multiples facettes. Loin d'être un simple héritage du passé, il est constamment réinventé et remis au goût du jour, au point qu'il devient impossible d'imaginer le système économique, social et politique américain sans sa dimension raciste : « Le racisme aux Etats-Unis n'a jamais consisté à maltraiter gratuitement les personnes de couleur. Il a toujours été un moyen pour les hommes blancs les plus puissants de justifier leur domination, de gagner leur argent et de maintenir l'ordre social. »

De Jim Crow aux « Black faces in high places »

L'autrice revient notamment sur une période charnière de l'histoire des Etats-Unis : le mouvement des droits civiques des années 1960 et ses suites. Elle y décrit notamment la prise de conscience de la classe dirigeante étatsunienne, qui opéra un revirement historique et ouvrit ses portes à une minorité significative d'afro-américain-e-s : celle-ci donna des maires de grandes villes, des commissaires de police, juges et hauts fonctionnaires, des élu-e-s à tous les niveaux, des universitaires, patron-ne-s, etc...

Cooptée par la classe dirigeante, cette élite noire n'est pas pour autant immunisée au racisme :

certaine elle le subit mais elle a tout intérêt à défendre un statu quo dans lequel elle trouve son compte. Elle se retrouve souvent en première ligne pour mettre en place les réformes néolibérales (qui affectèrent plus violemment les classes populaires noires) et les légitimer idéologiquement, dénonçant publiquement « la culture du crime et de la pauvreté » qui toucherait les quartiers afro-américains les plus défavorisés.

C'est le soulèvement Black Lives Matter qui révèle le plus clairement les clivages au sein des racisé-e-s. Quand les classes populaires et les militant-e-s afro-américain-e-s se mettent en mouvement, iels se retrouvent face à des juges, maires et commissaires qui organisent la répression, des universitaires et des vétéran-e-s du mouvement des droits civiques qui condamnent les violences et appellent à voter démocrate : ces « visages noirs aux cimes du pouvoir » se révèlent être le premier rempart du système.

De #BLM à la libération noire

Pour Taylor, qui décrit le développement du mouvement BLM avec une sensibilité de militante, de plus en plus de personnes reconnaissent que « les noirs ont beau avoir la même couleur de peau, ils n'ont pas tous les mêmes intérêts ». C'est là que son dernier chapitre propose des perspectives stratégiques.

Taylor s'adresse en filigrane aux jeunes militant-e-s du mouvement quand elle affirme que « Tant que le capitalisme existera, les pressions matérielles et idéologiques encourageront les blancs des classes

populaires au racisme [...], mais les luttes créent des conditions dans lesquelles les intérêts communs des prolétaires apparaissent dans leur vérité nue [...] ».

Cette unité entre racisé-e-s et non-racisé-e-s est donc possible et constitue même le seul chemin vers une véritable émancipation de toutes, mais elle ne peut se construire autrement que sur une base de solidarité de classe contre le racisme. Elle met en valeur la centralité de l'organisation et de la clarté théorique quand elle affirme que « le véritable enjeu est de formuler pendant les moments de lutte une analyse cohérente de la société, de l'exploitation et de l'oppression. »

Toutes celles et ceux qui ont la haine du racisme et qui veulent se battre pour un monde meilleur gagneront à lire Keeanga-Yamahtta Taylor.

JAD BOUHAROUN (HAUTS-DE-SEINE)

Keeanga-Yamahtta Taylor

BLACK LIVES MATTER

Le renouveau de la révolte
noire américaineELEM
ENTS

GONF

ON MEURT DE CHAUD À QUAND LA RÉVOLUTION CLIMATIQUE ?



Village de Porge détruit après les incendies en Gironde - Juillet 2026

En cet été 2026, la crise écologique est plus palpable que jamais. Nous venons de vivre 5 vagues de chaleur en 3 mois et beaucoup d'entre nous ressentent pour la première fois les limites d'habitabilité de la planète.

On risque notre santé et parfois notre vie en continuant d'aller travailler ou étudier, on meurt de chaud chez nous (+36% de mort-es pendant l'épisode caniculaire de juin en France d'après Santé Publique France), on ne peut pas trouver d'espaces de fraîcheur, la production de fruits et légumes est réduite par la sécheresse et donc les prix augmentent, les animaux sauvages et d'élevage meurent "par tonnes" à cause de la chaleur et de la sécheresse, la même sécheresse qui détruit nos habitations (fissures, glissements de terrain, incendies) et les écosystèmes.

Alors que les milieux écolo peinent à obtenir des victoires, que le backlash anti-écologique a réussi à imposer ses éléments de langage comme l'écologie punitive ou l'éco-terrorisme¹, l'été 2026 a réveillé de nombreuses consciences sur la crise écologique. Nous pensons qu'il pourrait être un coup d'élan de massification des luttes écolo et il semble donc important de :

- 1) mieux comprendre ce qu'est la crise écologique,
- 2) en quoi elle est liée au capitalisme,
- 3) définir le rôle de notre classe face à celle-ci,
- 4) discuter des stratégies des mouvements écolo et
- 5) identifier les principaux leviers d'action à investir pour nous permettre de nous diriger vers la révolution climatique.

1/ Vagues de chaleurs, changement climatique et crise écologique

Pics, vagues de chaleur, canicules, ces épisodes pendant lesquels les températures dépassent nettement les normales de saison voient leur fréquence augmenter avec le changement climatique.

Mais le changement climatique est seulement l'un des symptômes de la crise écologique globale. On peut appréhender les dimensions de cette crise via les notions de limites planétaires² (concept proposé en 2009 par des chercheur-euses) et d'épuisement des ressources. Les limites planétaires sont les conditions qui permettent la vie de l'espèce humaine sur terre. Elles sont au nombre de 9 dont : l'état de la biodiversité, le changement climatique, l'usage des sols (avec les dangers liés au changement d'utilisation des sols comme l'artificialisation ou la déforestation), la pollution de l'environnement, ou le cycle de l'eau. Ces limites interagissent entre elles et nous en avons déjà dépassé 6. L'épuisement des ressources décrit quant à lui le fait que nous utilisons toujours plus de ressources naturelles (eau, bois, sols, énergies fossiles, sables, métaux), à un rythme qui excède celui de leur régénération. Les concepts de limites planétaires et d'épuisement des ressources sont complémentaires : le premier pose un cadre global de stabilité de la Terre à

ne pas dépasser, tandis que le second mesure la surconsommation des stocks naturels qui provoque précisément ce dépassement.

2/ Lien entre crise écologique et capitalisme

Si de tout temps l'humain a exploité la nature, cette exploitation a été profondément changée par notre système actuel de production et de consommation, le système capitaliste. En se basant sur l'extractivisme, l'accumulation et la compétition entre puissances capitalistes, le capitalisme utilise la nature comme source de matières, d'énergie et d'espace pour produire des biens et des profits.

La logique capitaliste mène à ce que le philosophe John Bellamy Foster appelle la rupture métabolique³. Celle-ci décrit la rupture des cycles écologiques par le capitalisme : en cherchant à extraire toujours plus de ressources, le capitalisme exploite la nature au-delà de ses capacités. Ce concept a été développé sur l'exemple de la rupture métabolique entre villes et campagnes mais est applicable à des échelles plus larges : les ressources sont extraites dans les pays du sud par une exploitation inhumaine des travailleur·euses et une extraction illimitée des écosystèmes de ces pays ; les matières premières sont exportées dans les pays du nord où les travailleur·euses sont exploitée·es pour les transformer en marchandises et optimiser l'exploitation de la nature ; les marchandises sont vendues et consommées dans les pays du nord mais aussi importées et vendues pour la consommation des pays du sud ; les déchets liés à la consommation de ces produits dans les pays du nord sont eux aussi exportés vers les pays du sud où ils viennent polluer les écosystèmes naturels et les populations de ces pays. On voit donc alors apparaître le rôle du (néo) colonialisme, de l'impérialisme et du racisme environnemental dans la crise écologique

En induisant une rupture métabolique, le capitalisme a profondément changé notre lien à la nature. La rupture métabolique provoque une mise à distance matérielle, sociale et économique de notre dépendance à l'égard des écosystèmes et participe à la séparation conceptuelle entre nature et culture, humains et non-humains, permettant d'accepter que la nature soit exploitable car elle est un objet extérieur avec lequel on peut entretenir des rapports productivistes.

Toutefois, la crise écologique met à jour une des contradictions fondamentales du capitalisme, celle de la limite matérielle à l'accumulation du capital, révélant ainsi l'impossibilité d'une croissance infinie et redistributive. La crise écologique n'est pas une crise des "mauvaises pratiques" (mauvaise gestion des ressources, technologies insuffisantes, mauvaises consommations individuelles), mais bien une crise liée à la manière dont nos sociétés organisent

la production, le pouvoir et les rapports à la nature. C'est donc une crise du capitalisme.

3/ Quel est le rôle de notre classe contre la crise écologique ?

Le capitalisme n'est pas un choix de quelques-uns, mais un système dans lequel la compétition entre puissances capitalistes les contraint elles-mêmes à la rentabilité. La domination capitaliste est structurelle et déterminée par les rapports sociaux de classe entre la classe dominante qui détient les moyens de production et les capitaux et la classe ouvrière/laborieuse qui est obligée de travailler pour les capitalistes pour vivre.

Tant que les mesures écologiques préservent les intérêts de la classe dominante et sont compatibles avec l'accumulation (croissance "verte et sociale", investissement dans le secteur de la transition, aires naturelles protégées), celle-ci n'y est pas hostile. On comprend toutefois désormais que ces mesures ne sont pas des solutions et que sortir de la crise écologique nécessite un changement des rapports sociaux, à la nature et économiques qui organisent la production, et va à l'encontre des intérêts de la classe dominante.

Il est de notre ressort à nous, la classe laborieuse, de mettre un frein à la crise écologique en renversant la classe dominante et menant une transformation collective du système économique afin de remplacer la production guidée par le profit par une production démocratiquement organisée, répondant aux besoins humains tout en respectant les limites écologiques. Il nous faut donc faire la révolution climatique.

4/ Comment les mouvements écolo luttent-ils contre la crise écologique ?

Historiquement, les mouvements qui se sont organisés contre l'appropriation des terres, des ressources et des corps sont des mouvements populaires qui ne se revendiquent pas écolo - comme la défense des communs (forêts, rivières, champs) par les paysan·es lors de la mise en place de la propriété au Moyen-

Age en Europe ou la lutte contre l'appropriation des terres et des corps par les populations colonisées lors de la conquête coloniale par les puissances Européennes. Elles sont devenues des luttes d'habitant·es contre la confiscation de l'espace public par des méga-industries - centres commerciaux, complexes industriels, réseau routier, banlieues pavillonnaires ; des luttes d'habitant·es et de travailleur·euses contre la pollution - fumées d'usines, eaux contaminés, accidents chimiques ; ou encore des luttes de paysan·es contre l'agriculture industrielle, la dépendance aux pesticides, la concentration foncière. Un changement s'opère dans les années 1970, lorsque les gouvernements

Les prises de conscience écologique liées à la canicule nous offrent la possibilité de mobiliser contre la crise écologique en mettant au centre les intérêts de notre classe

reconnaissent l'existence de la crise écologique et commencent à vouloir protéger la nature (dans une dynamique conservatrice, raciste et coloniale). Des luttes écolo revendiquées comme telles apparaissent, se professionnalisent (création d'ONG comme Greenpeace, WWF ou Sea Shepherd). Le mouvement se concentre alors à alerter et convaincre l'opinion publique et la classe dirigeante de la crise écologique via des campagnes médiatiques, des plaidoyers, la production de lois. En passant de luttes collectives (par en bas) en campagnes de sensibilisation par en haut, nous sommes passé·es du rôle d'acteur·ices mobilisé·es au rôle de consommateur·ices devant changer ses consommations, affaiblissant ainsi la possibilité de rapport de force collectif. Les actions écolo sont alors principalement les campagnes de boycott, servant à visibiliser un produit, tout en ayant peu d'effet économique réel⁴, mais aussi les manifestations (marches climats), la désobéissance civile (Extinction Rébellion, Dernière Rénovation), voire le sabotage (Soulèvements de la Terre) utilisées pour créer des événements spectaculaires servant toujours le but d'alerter ou de perturber mais créant peu de pouvoir social.

5/ Quelles perspectives stratégiques pour l'avenir du mouvement écolo ?

Si lutter contre la crise écologique passe par un renversement de la classe dominante, il nous faut réduire l'emprise de celle-ci sur nos vies dans les lieux où se joue sa domination, en passant d'actions qui vise à perturber à des actions qui vise à reprendre le pouvoir.

Pour cela, le travail est central car l'appropriation de la nature par le capitalisme se fait majoritairement par le travail mais aussi parce qu'il est le principal levier des classes dirigeantes pour nous dominer tout en étant un endroit où nous sommes indispensables, et donc où nous avons le plus de pouvoir. Aussi, les luttes écolo doivent-elles se pencher sur le travail qu'il s'agisse de s'allier avec les travailleur·euses des entreprises exploitant le vivant (ex : énergies fossiles, bâtiments, production agricole, etc.) ou de s'investir dans les syndicats et d'y pousser une conscience écologique de classe⁵. Des luttes écolo fructueuses alliant habitant·es, syndicats et collectifs écolo existent et doivent nous inspirer comme celle des Greens Bans en Australie dans les années 1970⁶ au cours de laquelle les ouvriers du BTP revendiquent de choisir les finalités de leur travail. Mais on peut aussi regarder le présent pour se convaincre que le potentiel de lutte existe chez les travailleur·euses qui ont déjà été nombreux·euses à s'organiser contre leur direction en période de canicule cette année, ex : boulangers à Paris, coiffeuses à Rennes, facteur·ices en Gironde, salarié·es de la Bibliothèque Nationale de France.

D'autres endroits comme nos logements, nos quartiers, nos villes, les transports en communs, les écoles, les facs et les lieux de fraîcheur (parcs, lieux de baignades, etc.), sont



Cortège climat lors de la manifestation internationaliste du 14 juillet 2026 à Paris

autant d'espaces au sujet desquels la canicule met en évidence le conflit politique entre notre classe et celle des dominants. Aussi, il est indispensable que nous nous organisions tous·tes pour nous réapproprier ces espaces et leur aménagement, rendre les lieux de fraîcheur accessibles et gratuits, et pour des logements dignes en prenant exemple sur de luttes comme celle des locataires à Lyon⁷ qui ont obtenu volets et ventilation en menaçant leur bailleur d'une grève des loyers.

Les prises de conscience écologique liées aux canicules de 2026 nous offrent la possibilité de mobiliser contre la crise écologique en mettant au centre les intérêts de notre classe. Il est du ressort des collectifs écolo de s'atteler à faire émerger une conscience écologique de classe et d'organiser des luttes par en bas pour construire un nouveau rapport de force.

KAÏNA (PARIS 20E)

1 - Podcast La Terre au carré, « Qui veut la peau de l'écologie », France Inter, 2025.

2 - Rockström Johan et al., « A safe operating space for humanity », Nature, vol. 461, 2009.

3 - Marx Karl, Le Capital, livre III, 1894 ; Foster John Bellamy, « Marx's theory of metabolic rift : Classical foundations for environmental sociology », American Journal of Sociology, vol. 105, n°2, 1999.

4 - Blast, « BOYCOTT : arme fatale ou pétard mouillé ? », vidéo publiée en juin 2026.

5 - A2C, « Pour une écologie révolutionnaire », Cahiers d'A2C, n°22, juin 2026 (disponible sur notre site).

6 - Union Communiste Libertaire, « Green bans : quand les maçons disent non, c'est non », article publié le 6 août 2021

7 - Rue89 Lyon, « Grève des loyers : des locataires obtiennent gain de cause à Lyon », article publié le 18 juillet 2026.

LES TRAVAILLEUR-EUSES DU COMMERCE S'ORGANISENT FACE À LA CANICULE !

Vik, tu es coiffeuse et avec une autre camarade d'A2C, vous avez organisé fin juillet une mobilisation dans votre syndicat et sur votre lieu de travail face à la canicule et ses effets sur les travailleurs et les travailleuses. Comment cette initiative est-elle née ?

Cette initiative est née en discutant avec nos collègues, d'abord au sein du syndicat de la coiffure. On s'est rendu compte qu'il n'y avait rien qui était mis en place alors qu'en tant que coiffeur-euses, on est amené-es à travailler avec des outils chauffants, comme des sèche-cheveux, ce qui est particulièrement compliqué sous 40°. On a eu pas mal de retours, dans notre groupe du syndicat, comme quoi c'était très dur à vivre, qu'il n'y avait pas d'aménagement mis en place, même pas un ventilateur, rien du tout. A partir de ça, une camarade a travaillé sur un tract à partir d'une vulgarisation de la législation qui a été faite par la CGT. Ça nous a permis d'organiser quatre séances de tractages et deux collages à destination des travailleur-euses pour les informer sur leurs droits et pour les amener à rejoindre le syndicat et à s'organiser collectivement face à la canicule.

Quand on a rencontré les travailleur-euses, on s'est vraiment rendu compte du désastre. Les espaces dédiés aux client-es sont climatisés mais pas ceux où les salarié-es travaillent. Dans une crêperie à Rennes, des collègues ont mesuré 50°C en cuisine. Iels nous ont dit que la température n'était pas montée plus haut uniquement parce que le thermomètre ne pouvait plus afficher davantage.

Donc vous avez construit cette mobilisation avec le secteur de la restauration ? Pourquoi ?

La restauration est un secteur avec lequel on partage beaucoup de choses : des petites entreprises, le travail en présence directe du patron, des week-ends travaillés, des heures supplémentaires souvent non payées. On avait déjà mené des mobilisations ensemble, donc c'était naturel de construire celle-ci en commun. L'objectif était aussi de renforcer la CGT Commerce. Si on reste organisé-es uniquement par métier, on est vite limité-es par notre nombre et notre force collective. Et puis là, la canicule touche tout le monde. Sous 42 °C, beaucoup de patrons préfèrent maintenir l'activité plutôt que fermer quelques heures et perdre de l'argent.

On entend souvent que ce sont des secteurs durs pour le travail syndical mais quand on a tracté, les travailleur-euses nous ont expliqué que c'était la première fois qu'elles voyaient des syndicalistes. Travailler aux côtés du patron rend les discussions compliquées, mais au moins on a pu laisser un contact et avoir des débuts de discussions.

Comment ça s'est passé dans le syndicat ? Face à quels arguments vous êtes vous confrontés ?

Au départ, cette démarche n'a pas convaincu grand monde. Les plus motivé-es étaient surtout les nouvelles et nouveaux syndiqué-es, ainsi que quelques militant-es plus ancien-nés. D'autres pensaient qu'il n'était pas utile de lancer une mobilisation spécifique pour un épisode qui ne durerait que quelques jours.

Nous avons défendu l'idée inverse : la chaleur n'est pas un événement exceptionnel mais une

conséquence durable du changement climatique, qui transforme déjà nos conditions de travail. C'est donc une question syndicale à part entière.

Et quand la dynamique a pris, des cadres du syndicat nous ont rejoint car iels ont vu que ça pouvait mobiliser les collègues.

D'ailleurs en rencontrant les travailleur-euses plusieurs avaient menacé d'exercer leur droit de retrait, plusieurs s'étaient déjà organisé-es de façon collective. Au final j'ai l'impression que la canicule mobilise plus que les questions posées habituellement par les syndicats sur des conditions de travail spécifiques parce qu'il y a un vrai turn-over, et au final beaucoup aspirent à sortir du secteur. La canicule c'est tout de suite maintenant, ça mobilise plus.

Au final, qu'est ce que cette mobilisation a permis selon toi pour la suite ?

Au final, on a pu rencontrer pas mal de travailleur-euses et constituer un petit groupe de militant-es de la CGT commerce avec des habitudes de faire ensemble, d'aller rencontrer les collègues, dans des secteurs particulièrement exploités. C'est une bonne base pour la suite. La canicule de cet été va avoir de grosses répercussions ces prochains mois sur les travailleur-euses. Des agriculteur-ices annoncent que l'épisode de canicule va affecter fortement les prix à cause des impacts sur les récoltes. Il faut qu'on arrive à continuer de lier cette mobilisation à une riposte de classe sur nos lieux de travail.

**PROPOS RECUEILLIS PAR ANOUK
BRUNET (MARSEILLE)**

LA CHINE EST-ELLE UN REMPART À L'IMPÉRIALISME ?



Je m'intéresse à la question de l'essor de la Chine, de son développement capitaliste, parce que c'est une des grandes histoires du développement du capitalisme à l'échelle mondiale. L'histoire de ce développement se recoupe avec beaucoup d'autres questions sur lesquelles je me suis penchée, concernant le développement du capitalisme et de l'impérialisme au Moyen-Orient. Je me concentrerai ici sur trois points clefs :

- 1) L'essor de l'État chinois moderne, et de l'économie chinoise jusqu'à sa position actuelle dans le capitalisme mondial est une success story capitaliste ou l'histoire d'une réussite capitaliste.
- 2) La soi-disant spécificité du capitalisme chinois n'a pas trait à la Chine en elle-même : il s'agit des mêmes dilemmes auxquels se sont confrontées toutes les classes dirigeantes bourgeoise lors du développement global du capitalisme.
- 3) Enfin, l'émergence de la Chine comme principal centre d'accumulation et de production capitaliste aujourd'hui mène inévitablement à l'intensification des rivalités et conflits impérialistes avec la puissance qu'elle conteste, les États-Unis.

Pour dérouler cette analyse, je vais proposer une définition du capitalisme. Je vais me concentrer sur deux points : D'abord, le capitalisme est un système généralisé de production et d'échange de marchandises. Dans une société capitaliste, chacun-e a sa vie structurée par le fait qu'il doit produire des marchandises à vendre sur le marché - force de travail incluse. Ensuite, le processus d'accumulation du capital prend place dans une situation de compétition entre les classes dirigeantes capitalistes - les propriétaires et gestionnaires des moyens de production et

des ressources nécessaires à la production des marchandises. Ils sont en concurrence les uns avec les autres pour prendre le contrôle de la plus grande part de la production sociale et cherchent à extraire toujours davantage de plus-value des producteurs-ices.

Ainsi certaines choses importantes sur lesquelles je vais revenir ne permettent pas en elles-mêmes de caractériser le capitalisme ou le socialisme. Parmi elles, le rôle central de l'État dans l'économie ou la planification centrale de l'économie, ne permettent pas, par elles-mêmes, de spécifier si on a affaire à une société capitaliste ou non.

En fait, l'État et les capitaux sont tous les deux centraux pour le capitalisme. Des États de tailles différentes se sont développés : certains sont plus gros, plus riches, plus puissants que d'autres. Cette inégalité de la taille et la puissance des États est une des manifestations de l'inégalité qui caractérise le monde. Ce n'est pas la seule mais elle est importante et les États agissent comme des points de concentration de cette inégalité. Mais ils peuvent aussi parfois être des outils pour la surmonter, pour devancer ses rivaux en mobilisant la concentration du pouvoir d'État pour progresser dans la compétition avec les autres États et les autres classes dirigeantes capitalistes..

L'Empire des Qing, puissance obsolète

En 1820, la production de l'Empire chinois représentait un tiers de la production mondiale. En 1900, elle n'en représentait plus que 11%. En 1970, plus que 1%. Maintenant, la Chine est la plus grande économie mondiale. Durant ces 200 ans, le capitalisme a donc commencé à émerger en Chine dans un contexte de concurrence avec les puissances européennes - puis avec les États-Unis.

L'État pré-capitaliste chinois était très puissant et prospère, relativement à la plupart des États

- 1 - Proclamation de la République populaire de Chine en 1949
- 2 - Construction d'un barrage près de Pékin en 1958 (période du « grand bond en avant »)
- 3 - Mao Zedong rencontre Richard Nixon en 1972
- 4 - Port de Shanghai
- 5 - Donald Trump et Xi Jinping en 2025

européens, qu'il a surpassé technologiquement et économiquement pendant des centaines d'années. Mais au début du 19e siècle, la Chine est doublée par la montée du capitalisme en Europe et plus précisément par le développement de l'empire britannique. S'ensuit un long processus de décomposition et de démembrement de l'Empire pré-capitaliste chinois sous l'effet de la pénétration impérialiste, essentiellement britannique, même si d'autres puissances européennes cherchent également à étendre leur influence sur la Chine.

Plusieurs vagues révolutionnaires contestent alors la vieille classe dirigeante chinoise. Cela aboutit au renversement de l'Empire en 1911. Le mouvement nationaliste chinois et le nouvel État chinois se retrouvent alors pris en étau : d'une part, face aux puissances européennes ; d'autre part, face au Japon, une autre puissance régionale où le capitalisme a commencé à se développer au 19e siècle – alors d'une manière bien plus dynamique qu'en Chine – et qui aspire à étendre sa domination en Asie. Cet essor du Japon en tant que puissance impérialiste dans la région se déroule réellement des années 1920 aux années 1940.

La révolution permanente déviée...

En parallèle, le mouvement ouvrier prend son essor en Chine, partiellement inspiré et influencé par la révolution bolchevique en Russie de 1917.

Il y a certaines similarités entre les contradictions sociales qui découlent du développement capitaliste, en Chine et en Russie, au début du 20e siècle. En particulier, on observe dans ces deux pays l'apparition d'une petite classe ouvrière industrielle très concentrée, au milieu d'un océan de paysans, face à une classe de propriétaires terriens et la bourgeoisie capitaliste émergente.

En Russie, la révolution a été réussie en premier lieu, une transition socialiste a commencé mais a été défaite. Et la défaite de la révolution russe a joué un rôle dans la défaite de la révolution chinoise qui débuta au milieu des années 1920.

Cela a pris la forme d'une stratégie développée par le parti communiste en Russie – sous la direction de Staline – et adoptée par le parti communiste naissant en Chine. En résumé, l'argument staliniste était que les luttes des travailleur·euses chinois·es devaient se ranger sous la direction de la classe moyenne capitaliste et du mouvement nationaliste, le Kuomintang – qui finira par gouverner Taïwan après avoir perdu la guerre civile. Les travailleur·euses des grandes villes comme Shanghai ne devaient pas pousser pour une révolution socialiste mais devaient se limiter à ce qu'ils pouvaient obtenir sous la direction des nationalistes bourgeois.

Cette direction nationaliste bourgeoise a pris une terrible revanche sur les travailleur·euses en tuant des dizaines de milliers de personnes et en écrasant le mouvement révolutionnaire. Des membres de la direction du parti communiste s'enfuirent et menèrent des luttes de guérilla

dans les campagnes, très loin des villes et du prolétariat. C'est ce mouvement que Mao Zedong a dirigé, et qui, à l'issue d'une lutte militaire, a pris le contrôle de l'État chinois en 1949.

La raison pour laquelle ce contexte est important c'est qu'il permet de rejeter l'idée qu'on puisse caractériser le Parti communiste chinois de 1949 comme un parti de travailleur·euses – il n'y en avait en fait pratiquement aucun – ou qu'on puisse prétendre qu'il prit le pouvoir au nom de la classe ouvrière. C'était une « révolution » dirigée par des militaires visant à prendre le contrôle de l'État tandis que les travailleur·euses restaient passifs. Beaucoup de travailleur·euses ont soutenu l'arrivée du parti et la défaite qu'il infligea aux nationalistes. Mais ce n'était pas un acte d'émancipation des travailleur·euses par les travailleur·euses elles-mêmes.

...vers le capitalisme d'État...

Sous la direction de Mao, le nouvel État communiste chinois a commencé à se consolider et à jeter les bases du développement capitaliste en Chine. Cela a été réalisé particulièrement à l'époque de Mao en utilisant l'État pour mobiliser les gens, pour les contraindre, mais aussi pour centraliser les ressources nécessaires pour rattraper et prendre le dessus sur d'autres concurrents – à l'échelle internationale. Staline préconisait un même modèle de développement dès les années 1930.

Pour comprendre le caractère du régime économique et de l'État chinois, il faut regarder à quel point ce régime s'inscrit dans les tendances générales du fonctionnement du capitalisme au niveau mondial. Au niveau de l'organisation de la production, il y a une similarité entre le fonctionnement chinois

et le fonctionnement capitaliste mondial.

Par exemple, dans la période où Mao était au pouvoir, l'accent mis sur l'État et sur son rôle dans le développement économique est un trait commun à l'ensemble du système capitaliste. Certes, les méthodes bureaucratiques de centralisation étaient bien plus poussées en Chine ou en URSS qu'en Grande-Bretagne, en France ou aux États-Unis. Mais il y avait dans la même période dans les pays capitalistes occidentaux de nombreuses nationalisations d'industries.

Bien sûr, il y avait des différences importantes entre les économies respectives de ces pays. En Angleterre, en France, aux États-Unis, même en Russie, le capitalisme était beaucoup plus ancien qu'en Chine. Donc par exemple, la masse sociale des paysans était énorme en Chine, en comparaison de ces autres pays et leurs niveaux d'industrialisation. Donc bien que la trajectoire soit similaire, ces économies nationales étaient à des étapes différentes de développement capitaliste.

Ce sont par conséquent des épreuves différentes qui sont apparues à la fin des années 1960 aux années 1970. En occident, les mécanismes utilisés pour compenser la tendance du capitalisme à entrer en crise, ne sont plus aussi efficaces qu'ils ne l'avaient été, au sortir de la

1949: une « révolution » dirigée par des militaires visant à prendre le contrôle de l'État tandis que les travailleur·euses restaient passif·ves

seconde guerre mondiale. En Chine le défi est différent. Les politiques de Mao entraînent une crise dans l'agriculture, des dizaines de milliers de personnes sont décimées par la famine. En parallèle, la tentative de mener une industrialisation rapide a été relativement infructueuse et a conduit à l'effondrement de la production d'acier par exemple. En Chine comme en occident, on reconnaît dans les années 1970 que le système n'est plus viable tel quel.

...puis le capitalisme de marché !

Après la mort de Mao et la prise de pouvoir de Deng Xiaoping, émerge une nouvelle stratégie économique chinoise qui vise à moderniser l'économie et à l'intégrer dans l'économie mondiale à un plus haut degré. Cette politique a produit un incroyable bond dans la production industrielle et le développement économique du pays tout au long des 50 années qui suivront. Le processus de privatisation de l'agriculture a permis l'augmentation de la production agricole, tandis que la production industrielle a augmenté de 20% par an pendant les années 1980.

Cette croissance industrielle a posé les bases qui ont permis à l'économie chinoise de décoller dès les années 1990 et particulièrement dans les années 2000, quand la Chine s'est imposée comme puissance d'exportation massive de marchandises.

Ainsi, bien que la période néolibérale, ouverte dans ces années, est perçue comme une période de retrait de l'État, les fondements du succès de la Chine en tant que puissance néolibérale ont été posés par l'intervention de l'État lui-même. Cela fait partie des mensonges de Thatcher, Reagan et des autres dirigeants capitalistes d'avoir refusé de reconnaître le rôle joué par l'État chinois dans l'édification de ces fondements.

L'État chinois : pas un rempart mais une partie du problème

Pensons aux produits et processus de production au centre de la révolution industrielle conduite par la Chine. Il s'agit du high-tech, la production d'électronique à destination du grand public mais aussi la production de semi-conducteurs... Des catégories de technologies majoritairement transférées dans l'Asie de l'Est dans les années 50 justement par les États-Unis. Mais alors qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont noué des relations politiques avec les autres États de la région, comme le Japon, et ont conservé le contrôle sur ces relations politiques, la Chine, État d'une échelle beaucoup plus importante, est en dehors de ce système d'alliances politiques.

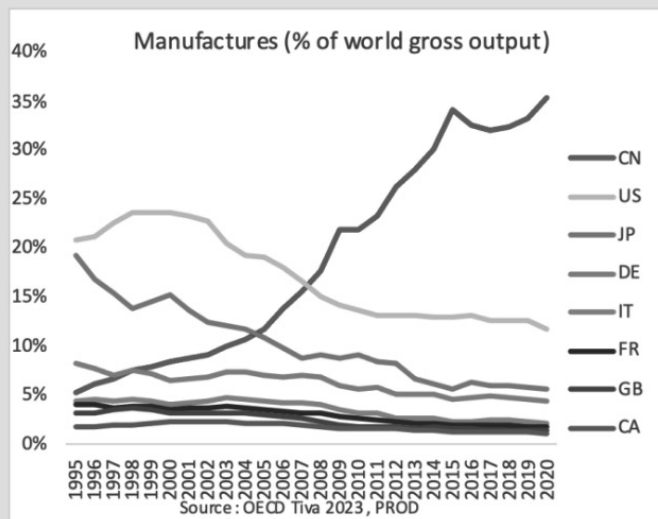
L'élan économique de la Chine de ces 20 dernières années, durant lesquelles elle a vraiment commencé à supplanter, sur certains aspects, la domination des États-Unis et de ses alliés comme l'Allemagne ou le Japon, est ce qui déstabilise l'équilibre global entre les plus grandes puissances impérialistes. C'est essentiel à la compréhension de la crise de l'impérialisme étatsunien aujourd'hui.

Ainsi, le développement des forces productives des années 1980 et 1990 de la Chine l'a amenée à se placer en compétition avec le capitalisme étatsunien. C'est cette compétition qui domine le système de compétition global entre États capitalistes. Et cette compétition économique alimente les processus de rivalité militaire, que la classe dirigeante chinoise le veuille ou non. Nous en revenons au problème inévitable de l'impérialisme.

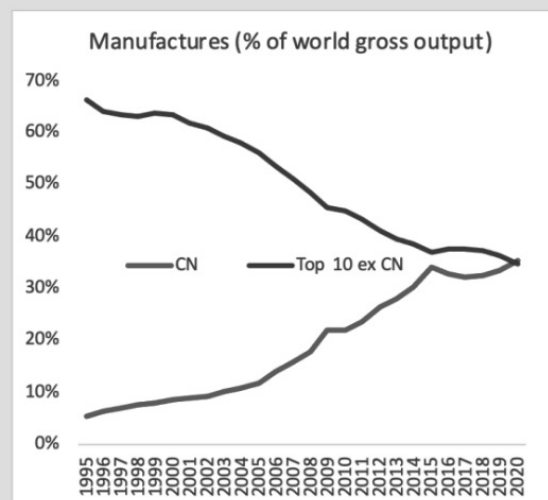
ANNE ALEXANDER, SOCIALIST WORKER PARTY (ANGLETERRE)

World shares of gross production

G7 shares declined sharply (gross production)



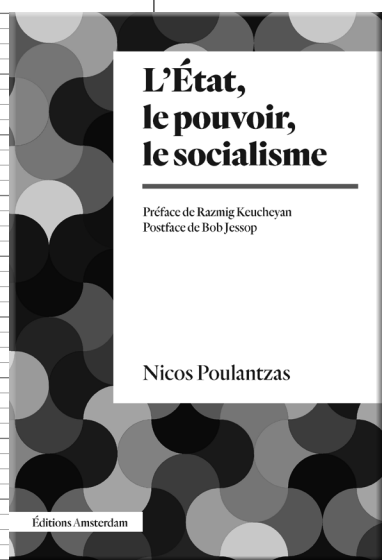
China's share rose sharply (gross production)



Source: Author's elaboration of OECD TIVA database 2023, charts based on PROD for all manufacturing sectors.

IMD

Place de la Chine dans la production manufacturière brute mondiale.



L'ÉTAT, LE POUVOIR, LE SOCIALISME
DE NICOS POULANTZAS :

LES VIEUX HABITS NEUFS DU REFORMISME

L'actualité de la théorie n'est évidemment pas déconnectée de celle des luttes. Les débats et les choix faits dans le mouvement se reflètent et se déforment dans les livres lus et les figures mises en avant. À ce titre, il faut se pencher sur le retour en apparence inattendu de la théorie de l'État de Nicos Poulantzas près de 50 ans après sa disparition.

Nicos Poulantzas (1936 – 1979) est un théoricien universitaire franco-grec dont les principaux travaux portent sur les classes sociales, le fascisme, l'État et l'articulation entre les trois. L'essentiel de sa théorie de l'État se retrouve dans son dernier ouvrage, une somme intitulé *L'État, le pouvoir, le socialisme* (désormais abrégé en *EPS*), parue en 1978, rééditée en poche en 2024 aux éditions Amsterdam. Avoir en tête le contexte est important pour saisir le projet de Poulantzas : dans la seconde moitié des 70's, les luttes refluent à l'échelle mondiale, l'URSS de Léonid Brejnev ou la Chine de Deng Xiaoping ne sont pas des modèles révolutionnaires enthousiasmants et les expériences réformistes sont battues dans les urnes ou écrasées par des coups d'état militaires comme au Chili en 1973. Alors que la situation semble de plus en plus fermée pour la gauche mondiale, Poulantzas diagnostique que les erreurs du mouvement résultent d'une incompréhension de la nature de l'État par les différents courants marxistes. L'ambition de l'*EPS* est de fournir une nouvelle théorie de l'État qui permettrait enfin de construire le socialisme et d'en finir avec le capitalisme.

On ne peut pas revenir en une page sur la totalité de ce que développe Poulantzas mais l'essentiel de la théorie de sa théorie tient en quelques mots : l'État n'est pas un instrument de la bourgeoisie pour dominer l'ensemble de la société, il est plutôt la condensation des rapports de force entre les classes, principalement la bourgeoisie et le prolétariat. L'État ne serait donc pas une chose que la bourgeoisie contrôlerait mais un rapport social qui permettrait à la société d'assurer la continuité de la production capitaliste. S'il est vrai qu'il y a déjà cette idée d'État comme produit d'une relation de classe chez Engels et Lénine et que les institutions étatiques ne sont évidemment pas des objets stricto sensu comme peut l'être une machine dans une usine, la théorie « relationnelle » de Poulantzas amène à des conclusions toutes autres que celles des révolutionnaires marxistes.

Si l'État n'appartient jamais exclusivement à la bourgeoisie, l'enjeu de la lutte politique change radicalement. La lutte n'a plus à être dirigée contre l'État mais vise à conquérir des positions dans un rapport de force au sein de celui-ci. Poulantzas rejette explicitement la stratégie de Lénine du double pouvoir : l'enjeu politique n'est pas de s'organiser en contre-pouvoir capable à un certain stade du processus révolutionnaire de renverser l'État bourgeois (comme les soviets en Russie en octobre 1917). À l'inverse, il faudrait s'engager dans une sorte de « longue marche à travers les institutions », il faudrait gagner les élections, engager des réformes et, au cours d'un long développement, permettre un processus lent de transition vers le socialisme, soutenu par un parti de masse dont le rôle est de désolidariser la classe ouvrière de l'idéologie dominante. Comme chaque État est borné par des frontières spatiales, cette transition vers le socialisme ne peut se faire qu'à l'échelle nationale, que le mouvement ouvrier doit s'approprier.

Le retour de Poulantzas aujourd'hui n'est pas qu'une coquetterie théorique, il est symptomatique d'un manque de confiance dans le potentiel des luttes et de notre classe à assumer elle-même le pouvoir. Cependant, l'État auquel nous nous confrontons dans nos luttes ne peut être que celui du mode de production capitaliste, il est né avec lui, pour le servir et mourra avec lui. Il est illusoire d'attendre que de la logique propre de l'État, on puisse s'engager dans le processus d'abolition du capitalisme. De même, le caractère universel de ce mode de production entre en contradiction avec le réinvestissement de l'échelon national par les anticapitalistes. Si nous sommes convaincu.e.s que l'émancipation des travailleur.se.s sera leur propre œuvre, nous ne pouvons nous satisfaire d'une théorie qui ne fait qu'ajouter une épice marxisante dans la vieille recette réformiste.

BARNABÉ BOUCHARD, PARIS 18E

CONTRE LES VIOLENCES, CONSTRUIRE UN FRONT FÉMINISTE ET ENFANTISTE

Le meurtre de Lyhanna en juin dernier a déclenché un mouvement inédit (voir notre article « Pour Lyhanna et toutes les autres, riposte féministe et anti-carcérale » sur le site d'A2C). Dans de nombreuses villes, des centaines de personnes dont des militant·es féministes et enfantistes se sont rassemblées pour dénoncer les manquements de l'institution judiciaire qui avait échoué à protéger une enfant de son agresseur alors que ses exactions étaient déjà connues. Ces mobilisations donnent de l'écho au combat contre une société qui considère trop souvent les enfants comme des êtres de second rang sur lesquels toutes sortes de violences peuvent s'exercer. Nos camarades ont activement participé au mouvement dans plusieurs villes. Cette mobilisation est riche de potentiels malgré certaines limites ou contradictions : promotion de la « loi intégrale » portée par la coalition féministe opposée à un féminisme et un enfantisme explicitement anti-carcéraux, difficulté à faire le lien avec les violences envers les mineur·es sans-papiers et la nécessité persistante de porter des arguments antifascistes et antiracistes. Nous avons interrogé cinq de nos camarades pour éclairer les enjeux de la suite du mouvement en septembre.

La rentrée sera marquée par plusieurs mobilisations (le 7 septembre pour une grève enfantiste, le 15 appel à la grève dans le social) ainsi que la perspective d'un nouveau texte de loi intégrale. Comment pensez-vous intervenir dans cette séquence ?

Juliette (Marseille) : À Marseille, dans le mouvement « Bloquons tout », les secteurs du social et médico-social étaient au cœur des mobilisations. On va donc essayer de relancer ces réseaux. Il va s'agir de réussir à articuler les revendications entre les grèves dans ces secteurs et les mots d'ordre féministes et enfantistes, notamment autour des VSS.

Shems (Marseille) : Il y a aussi le 20 septembre contre la loi « permis de tuer ». À la Marche des Solidarités à Marseille, les camarades sont très motivés pour intervenir, mais il faut encore réfléchir aux revendications et arguments à porter dans les rassemblements pour Lyhanna.

Lucie (Saint-Brieuc) : La séquence autour de Lyhanna réactive aussi une question enfantiste : comment ouvrir des espaces où les enfants peuvent être considéré·es et se vivre comme des sujets politiques ? À Saint-Brieuc, il n'y a pas vraiment

de collectif enfantiste. C'est donc intéressant de voir si cette question peut être posée dans cette séquence, et dans quelles conditions. Je voulais parler de ce que le collectif en lutte avec les sans-papiers va faire dans la perspective de la grève antiraciste du 18 décembre. Notre entrée c'est que les lois déforment le travail social, notamment les lois anti-immigration qui amènent des travailleur·euses sociaux·ales à mettre à la rue, dans des conditions hallucinantes, des personnes en fin de parcours asile, pour ne citer qu'un exemple. Du coup pour travailler à la construction de la grève du 18 décembre, on va mener une

campagne d'occupation dans des institutions, pour essayer de pointer comment nos métiers sont assujettis au racisme d'État et imposer l'enjeu d'une grève antiraciste chez les travailleur·euses. Et je me dis qu'en fait

cette technique là, elle pourrait être généralisée à ce dont on parle là.

Alice (Paris) : À Nous Toutes, les camarades ne sont pas très chaudes pour la grève du 7, parce qu'elles considèrent que c'est demander aux plus précaires de sacrifier une journée de salaire. La grève du 15 n'est pas vraiment discutée non plus. Il faut encore pousser les arguments collectivement.



Les mobilisations ont posé la question de la reproduction des violences comme organisation sociale

Kim (Rennes) : À Rennes, on prépare une réunion publique pour discuter de la loi intégrale car on sait que les débats vont continuer sur cette question. Ça semble important de les articuler avec des revendications en lien avec le 19 septembre. Défendre qu'il n'y a pas d'un côté des bons flics qui reçoivent les victimes de VSS et des mauvais flics qui tuent les jeunes racisé-es, que c'est la même institution. Aussi être présent-es dans les mobilisations du secteur social et pouvoir dire : en tant que travailleur-euses, on sait qu'il y a bien mieux à faire qu'une loi intégrale.

Face aux arguments qui séparent les fronts féministe et enfantiste, quels arguments développer pour pousser à une mobilisation commune autour du 14 novembre - journée des droits des enfants - et le 25 novembre - journée de lutte contre les VSS ?

Juliette : Je pense qu'il s'agit surtout de convaincre les collectifs enfantistes de se mobiliser ensemble, que ça ne va pas invisibiliser leurs revendications. Un des arguments un peu massue, c'est le nombre d'agresseurs qui ont eux-mêmes été agressés enfants. Ça montre la profondeur du système et comment l'inceste peut être à la base du patriarcat et du cycle des violences. C'est un argument qui fait revoir le problème très profondément. On sait que des personnes sexisées exercent des violences sur les enfants, mais c'est justement dans les mouvements et les luttes communes qu'on pourra dépasser ces questions. Et puis il y a la question de la famille. Plus c'est la merde économiquement, plus la famille devient le seul endroit d'interdépendance économique permettant de survivre, et plus on est vulnérable aux violences familiales. Il y a donc un lien avec les luttes sociales. De même sur les questions antiracistes. Quand on poussait pour faire ensemble avec les collectifs de mineur-es isolé-es, on nous a rétorqué : "mais là la question, c'est les enfants donc il faut parler plus du fait qu'ils sont mineurs que du racisme", ce qui est absurde. Notre tâche c'est de montrer ce à quoi on fait face et donc quels sont nos intérêts communs stratégiques, au-delà d'une analyse de position dans l'échiquier des oppressions.

Alice : Pour l'instant à Paris, c'est l'option de deux manifestations distinctes qui l'emporte. Je rejoins Juliette : si tu subis des violences enfant, tu as beaucoup plus de risques d'en subir adulte

et d'en faire subir. L'inceste est donc un point central. Aussi, face aux critiques du mouvement enfantiste sur les violences commises par les femmes, il faut rappeler que, majoritairement, ces violences ne sont pas sexuelles. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de violences, mais il faut le prendre en compte. À l'inverse, il y a les violences vicariantes, quand les enfants assistent aux violences faites aux femmes, notamment dans les violences conjugales. Et quand les violences sont commises entre enfants, il y a souvent un écart d'âge, et c'est en écrasante majorité le petit ou la petite dernière qui les subit. Donc il y a quand même un rapport d'âge qui se reproduit.

Lucie : Je suis d'accord avec l'enjeu de mettre la famille au centre. La naturalisation de l'enfance permet de justifier la protection par un statut qui prive de droits au nom de la vulnérabilité. La protection peut donc aussi devenir une manière de priver de droits, notamment en faisant du dehors de la famille un espace présenté comme dangereux.

Juliette : C'est vrai, les situations d'éducation mettent des gens dominé-es en position d'être éduqués, c'est un des ressorts de tous les systèmes d'oppression. Il y a plein de catégories de personnes qui peuvent vivre des violences qui ressemblent à celles que les enfants doivent vivre. Les personnes handicapées, les femmes, les personnes colonisées, il y a les mêmes processus civilisationnels : protection-violence, protection-domination. Et puis il y a beaucoup de meufs qui se mobilisent en tant que daronnes pour leurs enfants, contre le racisme, avec des arguments féministes. Il faut donc leur faire de la place dans le mouvement, avec des revendications pour elles, tout en disant que ce n'est pas parce qu'on est mère qu'on ne peut pas faire subir de violences à ses enfants.

Kim : Pour moi, c'est le même débat que sur les autres oppressions. Est-ce qu'on essaie de construire des mobilisations qui posent l'ensemble des questions ? En termes d'analyse, l'oppression des femmes et celle des enfants ont une source commune, et il y a donc une nécessité à mener la lutte ensemble. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de contradictions, ni que des femmes ne peuvent pas faire subir des violences. Mais l'argument ne tient pas si on regarde les violences commises contre les enfants, dont une grande partie sont commises par d'autres enfants. La question n'est donc pas la pureté des catégories. C'est plutôt : stratégiquement, comment peut-on combattre ces oppressions ? Dans le cadre du 25 novembre, le mouvement enfantiste peut profiter de la locomotive du mouvement féministe. Beaucoup de gens vont venir aux manifestations en disant que ces violences sont terribles, sans forcément les articuler ni les penser comme des rapports sociaux structurels. Le mouvement enfantiste a donc intérêt à se lier au mouvement féministe, et celui-ci à affiner sa critique de l'oppression des femmes en la liant à la famille et à son rôle dans le capitalisme. Construire une mobilisation commune ne sera pas simple, mais c'est nécessaire.

PROPOS RECUILLIS PAR KIM ATTIMON(RENNES)

IL S'AGIT MAINTENANT DE LE TRANSFORMER !

RETOUR SUR UNE EXPÉRIENCE DE FORMATION MILITANTE ET COLLECTIVE AUX IDÉES MARXISTES

Dans les lignes qui suivent, nous vous proposons de revenir sur une expérience de formation collective menée récemment à A2C et à laquelle nous avons participé. Les camarades qui nous ont rejoint suite au festival Boussoles #2 (mai 2026) ont cherché à en savoir plus sur l'organisation dont elleux faisaient désormais partie. Une question revenait en particulier : pourquoi A2C se définit-il comme marxiste ? Est-ce que c'est important, et quelles sont les implications pratiques de cette définition ?

Pour tenter une première réponse, des camarades des antennes parisiennes d'A2C ont décidé de se baser sur la brochure *Qu'est-ce que le marxisme ?* du militant britannique Chris Harman. L'auteur entend démontrer que « face aux idéologues bourgeois qui (...) tournent en rond dans un monde qu'ils ne comprennent pas et expliquent encore moins », les idées de base du marxisme peuvent aider à comprendre simplement la société dans laquelle nous vivons et donner des pistes pour la changer.

La brochure parcourt les bases du marxisme en une quarantaine de pages : la conception matérialiste de l'histoire, les origines du système capitaliste, l'économie politique et la lutte des classes, l'impérialisme et la guerre, la lutte contre l'oppression et enfin l'organisation révolutionnaire et la lutte pour transformer la société. Ces concepts sont présentés de manière claire, sans fioritures et mots compliqués, pour rendre la théorie marxiste accessible au plus grand nombre.

Mais simple ne veut pas forcément dire facile ! Certaines notions fondamentales, comme la théorie de la valeur, demandent une attention particulière. C'est là que le format de lecture collective nous a permis de surmonter les difficultés. Nous avons organisé 5 sessions au rythme d'une par semaine. On préparait chaque session en lisant un ou deux chapitres et un-e camarade était chargé-e de présenter brièvement ce qu'il en avait compris pour lancer la discussion.

Nous voulions éviter de tomber dans l'écueil de la formation par pure transmission allant d'ancien-ne-s qui auraient tout compris aux militant-e-s plus jeunes placé-e-s dans une posture passive. Le caractère moins formel des réunions a permis une certaine désinhibition qui a fluidifié les échanges et fait que chacun-e a joué le jeu, acceptant de se tromper et de prendre le temps pour reformuler.

Les participant-e-s avaient des expériences militantes et des degrés différents de connaissances des idées marxistes. Cette diversité des parcours

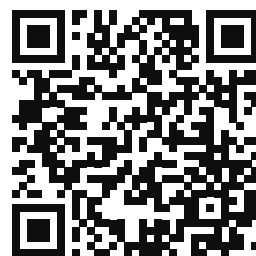
a finalement enrichi les discussions : les notions complexes ont pu être décortiquées collectivement, grâce à des exemples sortis des livres d'histoires ou venant de nos propres expériences dans le mouvement, au travail et dans la vie.

Prendre confiance et construire une culture commune

En ces temps où tous les rythmes s'accroissent jusqu'à donner le tournis, il est nécessaire de pouvoir aller au-delà de la réaction immédiate à l'actualité. Prendre le temps de se former collectivement permet de placer notre intervention militante dans un contexte plus global. Ça permet de contribuer avec plus de confiance aux discussions internes à A2C, mais aussi et surtout aux débats stratégiques qui ont lieu dans le mouvement.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut envisager de généraliser ces formations collectives et d'en organiser des cycles plusieurs fois par an, ce qui nous aidera à construire une culture commune à tous-te-s les militant-e-s d'A2C.

Il y a un regain d'intérêt pour les idées marxistes, c'est indéniable. Nous le constatons autour de nous dans le mouvement, lors des ventes de nos revues ou quand nous organisons des événements publics. Ce qui est crucial, c'est que cette soif vienne principalement de jeunes militant-e-s du mouvement : quelle meilleure application de l'adage du vieux Marx, quand il a dit que « les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer » !



**AXEL, RACH, HUGUES
(PARIS 20E), JAD
(HAUTS-DE-SEINE)**

Une lecture audio de la brochure est disponible sur spotify et nos autres plateformes de podcast.

LES DIRECTIONS SYNDICALES, UN POINT D'APPUI POUR LES CLASSES DIRIGEANTES ?

Dans le numéro 21 des Cahiers de mars dernier, nous avons publié un article de notre camarade Anouk intitulé « Syndicalisme : les directions contre la base ? ». Nous prolongeons aujourd'hui le débat avec une réponse de notre camarade Gaël.

Dans son article, Anouk écrit : Pour éviter un affrontement généralisé, la classe dirigeante s'appuie sur les directions syndicales, qui jouent un rôle central dans la canalisation de la mobilisation.

Je suis clairement d'accord avec la seconde partie de la phrase. Toutefois, dire qu'en tous lieux et en tous temps, les classes dirigeantes s'appuieraient sur les directions syndicales me semblent nier bien des dynamiques en cours. La répression syndicale frappe aussi la bureaucratie intermédiaire et la crise du capitalisme renforce la polarisation mais aussi les mécanismes délégués. Mais toutes les forces qui ont adopté la politique de la cogestion sont aujourd'hui affaiblies. La direction confédérale de la CGT est prise en étau entre sa volonté bureaucratique d'être le premier négociateur de France et la volonté d'en découdre dans toute une série de secteurs. Macron l'a bien compris en 2023 : son objectif premier était bien de s'en prendre aux outils collectifs de la classe dans leur ensemble.

Entretenir la conflictualité avec les directions syndicales afin de garantir l'auto-organisation à la base ?

Anouk nous invite à « assumer de porter des conflits avec les directions syndicales même locales quand elles limitent l'action et la force collective ». Je crois qu'il est absolument nécessaire de différencier notre rapport aux bureaucraties nationales ou locales de nos antagonismes avec les classes dirigeantes. En raison même de l'hétérogénéité de la conscience de notre classe, des illusions réformistes existent au sein des bases syndicales, ainsi que des idées parfois plus réactionnaires que celles de leur direction opportuniste. L'écueil dans lesquels tombent de nombreux courants révolutionnaires n'est pas tellement de vouloir remplacer une direction par une autre. Leur problème est d'abord leur analyse du réformisme. Notre analyse implique de s'intéresser également à ce qu'il produit de néfaste à l'intérieur de notre classe et pas seulement dans les directions. Or l'article d'Anouk dépeint la base syndicale comme homogène. Cet écueil dans l'analyse revient à nier bien des aspects stratégiques qui résultent précisément de l'hétérogénéité de la conscience de classe : le front uni contre le fascisme, le rôle de

l'organisation et du journal révolutionnaire ou la nécessité du combat antiraciste, y compris contre nos collègues...

Quelle critique des directions syndicales ?

La meilleure critique des directions syndicales est d'abord de construire des outils syndicaux à la base. C'est une AG de gréviste qui aboutit à la construction d'un piquet de grève au Centre des Finances Publiques de Montreuil au printemps dernier, le premier depuis 2018. Mais si on n'avait pas tourné dans tous les services du centre régulièrement avec les tracts de la direction de la CGT Finances Publiques, si on n'avait pas mensuellement animé des heures d'info syndicales alors cette grève n'aurait jamais eu lieu. On avait ni date nationale, ni d'autre appui que ma section syndicale départementale. Les dirigeant-es étaient divisés-es et donc timides sur les possibilités même de la grève. C'est parce qu'une collègue de droite a dit en AG « je suis anti-syndicat mais là c'est trop grave, je soutiendrai votre action » que tout le monde a basculé vers l'agitation pour laquelle je me battais. Si une personne de droite soutien la grève, comment peut-on être syndicaliste et se refuser à la construire en lui prétendant une dimension contre l'austérité, la souffrance au travail, certes, mais aussi l'injustice fiscale et la guerre ?

La deuxième critique à opposer aux directions syndicales est donc de multiplier les piquets de grève et de se battre quotidiennement avec cet objectif en tête, et donc de s'adresser à l'ensemble des niveaux de conscience par l'outil syndical.

La troisième critique est évidemment de combattre l'idéologie dominante face à laquelle les bureaucraties plient sans cesse afin de ne pas cliver, espérant ainsi gagner les élections. Seul le développement d'une organisation révolutionnaire peut nous donner les bases à même d'en influencer d'autres. Sans cela, on en vient à espérer qu'un-e camarade isolé-e défende une motion antiraciste en congrès sans même avoir pris la peine de construire les bases collectives en amont.

GAËL BRAIBANT (MONTREUIL)

Si vous souhaitez vous aussi réagir à un des articles de la revue, n'hésitez pas à nous écrire : a2c@riseup.net

NOUVELLE BROCHURE : DES STRATÉGIES POUR UNE **RÉVOLUTION** PAR EN BAS LES BOUSSOLES D'AUTONOMIE DE CLASSE

La révolution est une nécessité si nous ne voulons pas tomber dans la guerre, le fascisme, l'écrasement successif et fatal de pans entiers de la population. Mais c'est aussi une possibilité : des manifestations historiques « No Kings » aux USA à la « révolution des flamands roses » en Albanie, des soulèvements massifs en Iran au « mouvement des cafards » en Inde, partout des révoltes éclatent, dont les revendications, les formes de mobilisation et les aspirations peuvent tracer un chemin vers une autre société. Les obstacles sont nombreux. Cette brochure est un recueil de textes élaborés par des militant·es investi·es dans différentes luttes, animés par la volonté de vouloir contribuer à les briser. Ne nous regardez pas, rejoignez-nous !

ABONNEZ-VOUS À NOTRE REVUE !

S'abonner à la revue, c'est soutenir une organisation qui développe une approche révolutionnaire par en bas, guidée par une grille d'analyse marxiste et des allers retours constants entre l'organisation et le mouvement. En vous abonnant, vous offrez de la stabilité financière à A2C et vous nous permettez de poursuivre et développer nos activités !
Abonnement pour 6 numéros, 20€ (ou plus !).



Découvrez le sommaire :

Pourquoi le marxisme ?

Qui est-ce qu'on attend pour foutre le feu ?

Class first ? Penser le lien entre oppressions et exploitation à partir de l'exemple du validisme

Théorie des privilèges et intersectionnalité : qu'ont à dire les marxistes à ces sujets ?

Une seule solution : la grève politique !

Chine : un rempart face à l'impérialisme ?

Les révolutionnaires doivent-ils demander à Macron d'armer l'Ukraine ?

Quel soutien aux luttes de libération nationale ?

Entre la milice et la cravate, le fascisme en tension

Face au fascisme, quelle unité pour notre classe ?

Les promesses et les impasses du réformisme, à partir de l'exemple chilien

Le chemin vers la révolution passe-t-il par les syndicats ?

Qu'est-ce qu'une révolution ? Le socialisme par en bas pour tout changer

Révolutionnaires en période électorale : que faire ?

Une approche sans tabou ni romantisme de la lutte armée

Faut-il un parti pour faire la révolution ?

NOS RÉUNIONS OUVERTES

PARIS

Judi 10 septembre à 19h30 :
Discussion autour de l'article
« Face au danger du fascisme, quelle unité pour notre classe », 42 rue de Clignancourt, 18e

Vendredi 12 septembre à 19h : Discussion autour de l'article « La Chine est-elle un rempart à l'impérialisme ? » au 58 rue des Amandiers, 20e

Vendredi 12 septembre à 19h : Discussion autour de l'article « Face au danger du fascisme, quelle unité pour notre classe », lieu à venir, 19e

RENNES

Judi 10 septembre à 18h45 : Agir ou élire, faut-il choisir ? Comment renforcer notre classe en période électorale, 2 rue André Trasbot

Judi 24 septembre à 18h45 : Nos collectifs et nos syndicats suffisent-ils pour faire la révolution ? 4 rue du faux pont

A2C t'invite à des discussions régulières, dont le programme s'élabore à mesure de l'actualité et des questions auxquelles nous sommes confronté·es dans la construction des mouvements. Elles ont vocation à être un moment de partage, d'écoute et de réflexion collective. Elles sont ouvert à tous·tes, quel que soit le degré d'implication dans le mouvement et le milieu politique dans lequel on évolue. Plus on est nombreux·ses, plus les discussions seront riches, alors n'hésite pas à inviter des gens autour de toi !

BREST

Dimanche 27 septembre,
journée de discussions/
débat :
11h - Lutte pour la Palestine ;
la centralité de l'islamophobie
13h30 - Présidentielles 2027 :
Agir ou élire, faut-il choisir ?
15h30 - Comment lutter contre les violences
sexuelles sans la police ?
Place Guérin

ST-BRIEUC

Judi 24 septembre à 18h30 : Comment faire gagner LFI (en renforçant nos luttes) ? La serre, chemin de la planche



Qui sommes-nous et prochaines réunions publiques

ÉDITO

FAISONS ENTRER NOTRE CLASSE POUR SORTIR LES FASCISTES !

A2C, pages 3-4

UNITÉ DE CLASSE ANTIFASCISTE !

FACE AU DANGER FASCISTE QUELLE UNITÉ POUR NOTRE CLASSE ?

Gabin (Marseille), pages 5-7

ENTRETIEN MOBILISATION CONTRE LES FASCISTES DU C9M À PARIS : BILAN D'UN SUCCÈS !

Oshka et Rachel (Paris 20e), pages 8-9

BLACK LIVES MATTER : QUAND LES « PREMIERS CONCERNÉS »... SONT DES DEUX CÔTÉS DE LA BARRICADE

Jad Bouharoun (Hauts-de-Seine), page 10

ON MEURT DE CHAUD

ON MEURT DE CHAUD À QUAND LA RÉVOLUTION CLIMATIQUE ?

Kaïna (Paris 20e), pages 11-13

ENTRETIEN LES TRAVAILLEUR-EUSES DU COMMERCE S'ORGANISENT FACE À LA CANICULE !

Vik (Rennes), page 14

L'ÉTAT, C'EST PAS LA CLASSE

LA CHINE EST-ELLE UN REMPART À L'IMPÉRIALISME ?

Anne Alexander (SWP, Angleterre), pages 15-17

L'ÉTAT, LE POUVOIR, LE SOCIALISME LES VIEUX HABITS NEUFS DU RÉFORMISME

Barnabé Bouchard (Paris 18e), page 18

23

Septembre 2026

ARGUMENTS POUR UN FRONT FÉMINISTE ET ENFANTISTE

ENTRETIEN CONTRE LES VIOLENCES, CONSTRUIRE UN FRONT FÉMINISTE ET ENFANTISTE

Juliette et Shems (Marseille), Lucie (Saint-Brieuc),
Alice (Paris 18e), pages 19-20

POURQUOI LE MARXISME ?

IL S'AGIT MAINTENANT DE LE TRANSFORMER ! RETOUR SUR UNE FORMATION COLLECTIVE AUX IDÉES MARXISTES

Axel, Rach, Hugues (Paris 20e), Jad Bouharoun
(Hauts-de-Seine), page 21

COURRIER DES LECTEURICES

RÉPONSE À « SYNDICALISME, LES DIRECTIONS CONTRE LA BASE », N° 21 LES DIRECTIONS SYNDICALES, UN POINT D'APPUI POUR LES CLASSES DIRIGEANTES ?

Gaël Braibant (Montreuil), page 22



www.autonomiedeclasse.org